

LES DYNAMIQUES ENDO-EXOGENES DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AFRICAINES

The endo-exogenous dynamics of African socio-political crises

JEAN JAPHET EMMANUEL

Laboratoire : sciences de l'homme et de la société

Université de Douala, Cameroun

jeanjaphetemmanuel@gmail.com

RÉSUMÉ

Ayant dominé le monde pendant l'antiquité par sa puissance, l'Afrique a connu plusieurs moments difficiles de son histoire qui l'ont rongé à l'instar de l'esclavage, de la colonisation, des crises sociopolitiques... Elle est devenue un foyer de conflits en ce troisième millénaire qui seraient occasionnés par le bloc occidental dont l'interventionnisme est motivé par le souci du contrôle et du pillage des ressources africaines. Le poids géopolitique et géostratégique des crises sociopolitiques africaines alimentées par l'ethnicité se fait sentir. Cela suscite une réflexion autour des dynamiques endogènes et exogènes des crises sociopolitiques en Afrique. Il est urgent de s'interroger sur la gestion des crises en Afrique comme issue pour le développement. Ainsi, nous avons entrepris la présente étude intitulée : « les dynamiques endo-exogènes des crises sociopolitiques africaines ». En prenant appui sur une documentation variée, constituée d'ouvrages, des travaux universitaires, etc. dans une approche synthétique et des allures historique et politologique nous avons formulé l'hypothèse suivante : Le développement de la recherche scientifique en Afrique n'est possible que par la résolution de ses crises. Pour analyser ce travail, nous avons mobilisé la théorie du conflit social et une théorie des relations internationales : le réalisme. Ainsi, nous proposons l'État fédéral africain comme voie de sortie des crises sociopolitiques africaines d'une part et d'autre part nous appelons les États africains à la valorisation de sa culture comme issue de paix en Afrique.

MOTS-CLÉS : Dynamiques endogènes, Dynamiques exogènes, crises sociopolitiques, Afrique.

ABSTRACT

Having dominated the world during antiquity by his power, Africa has known several difficult times in his history such as slavery, colonization and socio-political crises... It has become a hotbed of conflicts in this third millennium caused earlier by the Western bloc whose interventionism is motivated by the control and the plunder of African resources. The geopolitical and geostrategic

weight of sociopolitical crises of Africa fueled by ethnicity is felt. This prompts a reflection on the endogenous and exogenous dynamics of socio-political crises in Africa. It is urgent to question crisis management in Africa as a way out for development. Thus, we have undertaken the present study entitled: "The endo-exogenous dynamics of African socio-political crises". Based on a variety of documentation consisting of books, academic works, etc. in a synthetic approach with historical, political science aspects we have formulated the following hypothesis: Scientific research development in Africa is possible only by the resolution of the crises in the continent. To analyze this work, we have mobilized the theory of social conflict and a theory of international relations namely realism. Thus, we propose an african federal state as the issue of crises exit on the one hand and on the other hand we call on the African States to the valorization of traditional rites as a way of achieving peace in Africa.

KEY WORDS : Endogenous dynamics, exogenous dynamics, socio-political crises, Africa.

Introduction

Reconnue berceau de l'humanité, ayant dominé le monde pendant l'antiquité par son caractère le plus remarquable qui n'est autre que la puissance (C.A. Diop, 1960, pp.68-69) ; l'Afrique est devenue le théâtre des conflits sociopolitiques au XXI^e siècle à l'instar de : la crise politique en Côte d'Ivoire (2010-2011), la crise sociopolitique en Lybie occasionnant la mort du Président Mouammar Kadhafi (2011), les différents coups d'État observés au Mali (2020 et 2021), en Guinée (2021), au Burkina Faso (2022), au Niger (2023), au Gabon (2023), la guerre au Kivu (depuis 2004). Cette instabilité observée sur le continent est occasionnée pour la plupart par le bloc occidental dont les enjeux géopolitiques et géostratégiques sont bien précis : la domination ou l'assujettissement de l'Afrique, le pillage et le contrôle des ressources africaines, le trafic d'armes etc. Ces faits sociaux conduisent à une lecture géopolitique des conflits en Afrique dans la mesure où la doctrine interventionniste sur le plan (militaire, économique, sanitaire, culturel, alimentaire...) est quotidiennement pratiquée par les occidentaux qui brillent avec un caractère paternaliste. Les aides humanitaires occidentales constituent dès lors un piège pour l'Afrique. Les interventions occidentales en Afrique paralysent le système politique africain. Face à ses différents aléas, l'Afrique devient de plus en plus vulnérable d'où, l'urgence de s'interroger sur les dynamiques des conflits africains afin de dégager des pistes de solution pour la sortie des crises qui pourraient favoriser le développement de la recherche scientifique. Les jalons étant posés, nous avons entrepris la présente étude intitulée : « **les dynamiques endo-exogènes des crises sociopolitiques africaines** ». Dans une perspective sociohistorique doublée d'une allure politologique, il sera question d'analyser d'une part les dynamiques endogènes et exogènes des crises sociopolitiques en Afrique (I) et d'autre part, nous ferons des propositions sur les politiques de développement en contexte des crises sociopolitiques en Afrique (II).

1. Les dynamiques endogènes et exogènes des crises sociopolitiques en Afrique :

1.1. Les dynamiques endogènes : l'ethnicité et/ou le tribalisme

Les crises sociopolitiques auxquelles sont confrontés les États africains sont d'ordres endogènes. En effet, ces États sont confrontés au problème de l'intégration sociopolitique des minorités ethniques. Ces minorités se retrouvent tantôt marginalisées ce qui engendre le conflit social à l'instar du génocide au Rwanda (1994), de la longue crise sociopolitique en République centrafricaine qui est tantôt considérée comme un État failli (depuis le soleil des indépendances jusqu'à nos jours), de la crise sociopolitique au Nord-Ouest et Sud-Ouest (NOSO) de la République du Cameroun etc. La question de l'ethnicité constitue une menace qui pèse sur l'Afrique, elle est un vecteur très puissant que les États africains doivent considérer. Elle est une menace très sérieuse de fait qu'elle facilite la marginalisation de certaines classes sociales ce qui engendre des frustrations et par conséquent, la contradiction qui a toujours été la source du conflit. Dès lors, l'ethnicité est à l'origine des conflits sociopolitiques, des coups d'État, de l'instabilité sociale. Elle revêt un caractère dévastateur. L'Afrique se retrouve meurtrie à cause de l'ethnicité en ce sens qu'elle constitue un moteur des luttes politiques et sociales comme en témoigne la longue crise sociopolitique centrafricaine. Plusieurs changements peuvent survenir au sein d'un système politique à cause du conflit social qui, selon Lewis Coser : « *occupe une triple fonction qui est celle de la maintenance, de la régulation et de l'adaptation des relations et des structures sociales* » (L.Coser 1967).

Rappelons tout de même que l'ethnicité qui est à l'origine du manque de l'unité nationale se confond au mot tribalisme. Mankou dégage la confusion pouvant exister entre ces deux (02) concepts en parlant d'ethnie et tribu :

L'ethnie se confond à la notion de nation, tribu, peuple. Avant la Révolution française, le mot nation faisait référence à une cité culturelle, comme celle que sous-entend la notion du peuple allemand (Comité de toutes les personnes de langue allemande où qu'elles se trouvent). Tandis que chez les Anglais, la tribu désigne une forme d'organisation plus fragmentaire (...) Ce qui constitue l'ethnie, c'est la revendication des individus comme appartenant à un tel groupe. D'ailleurs pour l'ethnologue, ethnie et tribu sont synonymes. (Brice Arsène Mankou, 2007)

Le tribalisme, dans son caractère nocif, est une pratique qui a brillé après le soleil des indépendances en Afrique. Il est à l'origine des crises sociopolitiques africaines comme nous l'avons susmentionné. Les conflits sociopolitiques comme les guerres civiles, les coups d'État etc. sont des maux propres à l'Afrique. L'Afrique elle-même est à l'origine de ces maux. Le tribalisme, longtemps pratiqué en Afrique a engendré les conflits sociopolitiques à l'instar du coup d'État au Gabon qui a mis fin au "régime BONGO". Soulignons tout de même que les frustrations naissent de la marginalisation de certaines classes sociales pouvant exister au sein d'un État ce qui

conduit aux conflits par manque de satisfaction des minorités. Mengue-Nguema parlant des États africains nouvellement indépendants souligne :

Après les indépendances des États en question, la gestion du pouvoir d'État était, dans la plupart des cas, détenu par les membres d'une même ethnie. Cela a entraîné un mépris de la population qui a eu pour résultante une recrudescence de divisions, liées à la mise en avant de l'ethnie, de la tribu ou du clan. L'unité nationale longtemps prônée pour écartier le colonisateur qui n'était vraiment pas mis au ban mais qui veillait toujours sur ces anciennes colonies devenait désuète car, l'ethnie avait pris le dessus sur la cohésion nationale. Les indépendances, comme leur corollaire de démocraties ratées, n'ont rien apporté de concret car quarante ans après les indépendances, à une ou deux exceptions près, les pays se trouvent bien plus arriérées que sous la colonisation. (M. Nguema, 2004)

L'Afrique est traversée par le défi des violences identitaires de fait de l'ethnisation des luttes sociales. En Afrique, les conflits politiques ou alors les crises sociopolitiques sont lues sous le prisme de l'ethnicité. Du point de vue historique, l'on peut observer la haine ancestrale entre les ethnies comme dynamique des conflits identitaires. Les identités ethniques sont des ressources que les acteurs politiques peuvent facilement manipuler à des fins proprement politiques. Pour répondre à la question de savoir comment l'identité ethnique aussi plurielle soit-elle peut être à l'origine des conflits meurtriers, Richard Banégas observe : *« ce sont des ressources aisément mobilisables par des acteurs politiques et sociaux en quête de pouvoir et de richesse. »* (R. Banégas, 2010).

L'exclusion de certaines classes ethniques sont à la base des conflits en Afrique de fait de leur marginalisation sur les plans culturels, économiques, sociopolitiques etc. L'Afrique est confrontée au défi de l'intégration des classes ethniques dans les activités de l'État d'où, l'une des dynamiques du désordre sur la scène politique des États africains. L'exclusion des classes ethniques africaines dans les activités des États alimente les conflits en Afrique qu'il convient d'appeler conflits identitaires. Banégas met en lumière la question des conflits identitaires en s'inspirant de l'instabilité sociopolitique au Nigéria :

Dans la région du Delta où les mouvements nationalistes ijaw et ogoni, luttant pour une reconnaissance des populations locales face à l'État fédéral et aux multinationales pétrolières, énoncent leur combat dans les termes d'une autochtonie libératrice. Mais aussi dans le Nord du pays où les conflits religieux entre chrétiens et musulmans traduisent des clivages sociaux, économiques et politiques ancrés dans l'histoire des processus de peuplement et de formation de l'État. (R. Banégas, 2010).

1.2. Les dynamiques exogènes : la convoitise des ressources naturelles et le trafic d'armes

Les rapports existants entre les crises sociopolitiques en Afrique et les ressources naturelles africaines conduisent à une écologie politique des crises qui voudrait que

L'on mène une analyse des conflits de ressources. En effet, un État riche en ressources naturelles comme les hydrocarbures, le diamant, l'or, le bois, l'eau etc. est plus en danger qu'un État qui n'en est pas détenteur dans la mesure où ces ressources peuvent attiser la convoitise des puissances étrangères occasionnant les conflits sociopolitiques d'une part et d'autre part le pillage des ressources naturelles. A cet effet, les ressources naturelles sont l'une des principales dynamiques alimentant les crises sociopolitiques en Afrique comme en démontre la guerre en République Démocratique du Congo (RDC). En effet, bien que les provinces du Nord et Sud Kivu soient très éloignées de la capitale Kinshasa précisément dans l'Est du pays, ces provinces sont la proie depuis plus de deux décennies des hommes en armes. Cette zone s'est transformée en un foyer de conflits dont la richesse du sol attise la convoitise des nombreux groupes armés, qui se disputent entre autres les importantes ressources naturelles de ce sol à l'instar de l'or, du pétrole, de la cassitérite (nécessaire à la fabrication de téléphones portables), du gaz (méthane)... cette crise sociopolitique est l'une des crises les plus complexes du monde en ce sens qu'elle :

Implique neuf pays africains et une trentaine de groupes armés, dont les forces hutus qui rassemblent des Rwandais, des rebelles burundais, des Hutus congolais et les milices Maï-Maï, des autochtones qui se battent pour la défense de leur terre. Ces différents groupes souhaitent renverser les gouvernements tutsis au pouvoir au Rwanda et au Burundi, et contrôler les ressources naturelles du Kivu.³²

L'Éternelle dépendance stratégique et politique des États africains envers les anciennes puissances colonisatrices favorise ses dernières à exercer leur influence en Afrique. Celles-ci alimentent, entretiennent les crises sociopolitiques pour des enjeux économiques, stratégiques, politiques qui se matérialisent par l'exploitation des ressources naturelles, le trafic d'armes, le contrôle de l'Afrique par des idéologies néocoloniales comme la françafrique³³. L'Afrique est devenue une proie de l'occident, elle est un foyer des conflits en ce troisième millénaire. Il est ici nécessaire de mentionner la guerre d'influence qui oppose depuis plusieurs années la France à la Russie en République centrafricaine (RCA) en contexte de la crise sociopolitique que traverse le pays. La RCA est devenue un théâtre des conflits occasionnés par les puissances occidentales pour des enjeux géopolitiques et économiques. La Russie profite tantôt des rapports complexes pouvant exister entre la France et la RCA pour apporter son aide en République centrafricaine. Moutiou Adjibi Nourou démontre :

Profitant de l'incapacité des soldats français à aider Bangui à vaincre définitivement les groupes armés qui contrôlent une large partie de ses ressources, Moscou est peu à peu devenu le partenaire privilégié du président

³² <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/LEst-RD-Congo-dechire-22-guerre-2016-08-15-1200782377> [en ligne, consulté le 25/02/2023 à 12:32]

³³ La françafrique est une expression qui désigne les relations politiques, diplomatiques, militaires, économiques et monétaires créées par la France avec ses anciennes colonies.

Faustin Archange Touadéra qui bénéficie de l'aide militaire du Kremlin dans le cadre du processus de reconquête de son territoire. Cette coopération a souvent été pointée du doigt par la communauté internationale qui dénonce notamment les dérives de mercenaires employés par la Russie, mais de son côté, le gouvernement de Vladimir Poutine a toujours démenti ces accusations.³⁴

Toutefois, il convient de noter que la Russie assiste la RCA dans la gestion de la crise comme nous l'avons démontré en 2021 :

Accompagne le président dans sa politique de stabilisation du pays, notamment à travers un précieux soutien humanitaire. Dans le cadre du renforcement des liens entre la Russie et la Centrafrique, le 15 juillet 2021 la distribution de l'aide humanitaire de la mission russe s'est poursuivie dans les différentes régions du pays. Plusieurs villes notamment Pissa, Berengo, Bossangoa, Boguila, Batangafo, Nana-Bakassa, et Paoua entre autres sont bénéficiaire de cette action humanitaire. (J.J. Emmanuel, 2021, p.52)

L'aide que la Russie apporte à la RCA n'est pas sans intérêt. Elle est en effet conduite par des enjeux tant économiques que politiques. La Russie est donc traversée par la soif de domination, du leadership afin de renforcer son repositionnement sur la scène internationale d'où, son intervention dans la crise en RCA. Cela met en lumière le jeu de manipulation dans les rapports interétatiques à des fins proprement politiques et personnelles.

Les ressources naturelles africaines attisent la convoitise et la soif des puissances étrangères ce qui favorise l'existence des guerres sur le continent, le pillage des ressources, le trafic des armes, etc. Les puissances étrangères sont motivées par les enjeux d'exploitation des ressources ainsi, génèrent-ils les conflits sur le continent par le principe de la désinformation comme le démontre Jacques Baud :

- 1- Créer le problème en armant ou provoquant un groupe ou un parti, et le pousser à adopter une posture violente,
- 2- Générer une réaction dans l'opinion publique et dans la classe politique par de la désinformation ou en diabolisant le gouvernement pour le rendre particulièrement odieux.
- 3- Proposer une solution pour résoudre le problème (une intervention militaire, l'établissement d'un état d'urgence, une réduction des libertés ou des droits fondamentaux, etc.). (J. Baud, 2020, p. 13)

³⁴ <https://www.agencecofin.com/actualites/0806-88972-la-france-accuse-la-centrafrique-de-soutenir-une-campagne-anti-francaise-menee-par-la-russie-et-gele-son-aide-budgetaire> [en ligne, consulté le 25/02/2023 à 12:32]

L'applicabilité du principe défendu par Baud demeure visible en contexte de la crise sociopolitique de 2011 en Libye. Baud montre que les rebelles furent clandestinement armés d'une part et d'autre part, l'opinion publique et la classe politique furent manipulées par de la désinformation en accusant le gouvernement de massacrer sa population, d'inciter au viol des femmes, ... ce qui expliquera l'adoption d'une résolution pour la protection des civils, l'appui matériel officiel de l'opposition islamiste... afin de renverser le gouvernement.

Toutefois, il convient de rappeler que la France, les États-Unis d'Amérique, la Russie détiennent le droit de veto au sein de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). Rappelons que L'ONU est une organisation internationale universelle dont l'objectif premier est le maintien de la paix et de la sécurité internationales. À ce titre, l'ONU est détentrice d'un pouvoir décisionnaire très élargi ce qui confère aux États membres détenteurs du droit de veto des privilèges sur la scène internationale. Les États africains, membres de l'Organisation susmentionnée se retrouvent tantôt marginalisés et leurs souverainetés sont tantôt violées au profit des puissances occidentales. L'interventionnisme occidentaliste à la crise libyenne en constitue une illustration.

2. Étude des politiques de développement et de gestion des crises

2.1. L'interventionnisme multilatéral en Afrique :

Les crises sociopolitiques africaines sont devenues comme une pandémie virale dans la mesure où elles ne font que s'accroître. Certaines zones africaines sont caractérisées par une violence aveugle. Aussi, une étude mérite d'être faite sur l'architecture de la paix et de la sécurité en Afrique. L'Organisation des Nations Unies (ONU) renforce les organisations régionales et sous-régionales africaines dans la gestion des crises africaines. En 1998, Kofi Annan s'exprimait en ces termes :

Dans le cadre de la mission première de l'ONU, qui est d'assurer la paix et la sécurité internationales, il est nécessaire et souhaitable de soutenir les initiatives prises aux niveaux régional et sous-régional en Afrique. C'est nécessaire parce que l'organisation n'a ni les moyens ni les compétences requises pour régler tous les problèmes pouvant surgir sur ce continent. C'est souhaitable parce que la communauté internationale doit essayer, chaque fois que possible, d'accompagner les efforts faits par l'Afrique pour résoudre ses problèmes, plutôt que de se substituer à elle. (1998)

Dans le cadre de gestion des conflits, l'Afrique est devenue une terre de mission des opérations de maintien de la paix (OMP). On assiste à une multiplication des missions de paix en Afrique à l'instar de la MINUSMA au Mali, la MONUSCO en République Démocratique du Congo (RDC), la MINUSCA présente en République centrafricaine jusqu'en 2023, etc. Afin de protéger les civils en contexte de crise, les troupes déployées au nom de l'ONU font recours à la force, souvent au dialogue entre les acteurs en conflit. Les missions de paix des Nations Unies en Afrique consiste effectivement à :

établir des institutions politiques, à œuvrer avec des acteurs étatiques et non étatiques pour apporter une aide d'urgence, à protéger l'aide humanitaire, à défendre les zones de sécurité, à maintenir l'ordre public, à organiser et effectuer le désarmement, à démobiliser et réinsérer les anciens combattants, à procéder à des actions de déminage, à fournir de bons offices pour la consolidation de la paix, à organiser et mener des élections et à promouvoir le développement durable. (Faria, 2004, p.13)

Rappelons tout de même que l'ONU joue le rôle d'accompagnateur dans la mise en place des stratégies de sortie des crises en Afrique pour une gouvernance efficace et durable. Toutefois, L'interventionnisme des Nations Unies en Afrique n'a toujours pas été salvatrice. Les puissances occidentales profitent de leurs positions au sein de l'ONU pour décider de façon unilatérale sur les questions africaines. Cette géostratégie occidentale n'aide en rien l'Afrique car, le bilan de leurs interventions est déplorable. L'on peut mentionner le cas de l'interventionnisme onusien dans le cadre de la crise sociopolitique Libyenne de 2011 qui a complètement anéanti l'État libyen aujourd'hui contrôlé par deux groupes armés.

À côté de l'ONU, il y a aussi des organisations régionales et sous-régionales africaines créées pour répondre aux besoins des États membres dans le cadre du développement économique et social bien qu'elles sont confrontées à des défis de réalisations de leurs politiques comme le financement. Cela dit, aucune de ces organisations n'avait pour vocation de gérer les crises sociopolitiques des États africains. La complexité croissante des crises sociopolitiques en Afrique explique l'ajout de cette compétence à savoir : la gestion les crises. Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) dont l'une des priorités est la paix et la sécurité voit le jour en 2001 ce qui marque l'intérêt de l'Afrique à la gestion des crises.

À côté du NEPAD, nous avons la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui a pour objectif de répondre aux besoins économiques et de développement de ses États membres. Elle s'est rapidement intéressée aux questions de sécurité et de défense en élaborant des instruments comme le protocole de non-agression de 1978 et le protocole d'assistance en matière de défense de 1981 qui est :

Le premier protocole en matière de défense signé par un groupe d'États africains qui s'applique également aux conflits internes lorsqu'ils sont organisés et soutenus depuis l'extérieur et susceptibles de mettre en péril la paix et la sécurité dans d'autres États membres. (Faria, *op.cit*)

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), créée en 1992 décide en 1996 de mettre sur pied un organe chargé de la politique, de la défense et de la sécurité. Il convient de noter que cette initiative est prise sous l'impulsion du nombre grandissant des conflits sur le continent. Cela montre que les crises sociopolitiques en Afrique sont un fléau qui ravage le continent depuis plusieurs

décennies. Toutes les tentatives réalisées jusque-là pour la sortie des crises semblent échouer à cause de sa multiplication. La multiplication des crises freine le développement du continent car, on ne peut se développer que dans un climat de paix. Le besoin urgent de réfléchir sur la thérapie efficace de gestion des crises pour le développement du continent se fait sentir.

2.2. L'africanisation de la gestion des crises africaines comme politique de développement :

On ne peut jamais se développer dans un climat de guerre d'où, la nécessité de bannir le langage des armes pour le développement du continent. En ce sens, la sortie des crises devient le socle du développement du continent. Pour ce faire, nous proposons une africanisation de la gestion des crises sociopolitiques sur le continent pour un meilleur développement. En effet, la vision des Nations Unies en Afrique qui est d'établir des institutions politiques sous le modèle occidental en proposant la démocratie afin d'accompagner les États africains dans la sortie des crises paralyse le système politique africain. En ce sens, les acteurs politiques africains subissent l'influence de l'Organisation des Nations Unies dans les prises de décisions ce qui entrave la souveraineté des États d'une part et d'autre part, il convient de retenir que le discours démocratique est une culture étrangère à l'Afrique. Il est bien difficile d'appliquer la politique de la démocratie en Afrique comme moyen de développement. Les réalités culturelles africaines sont différentes de celles de l'Europe L'Afrique mérite une préparation préalable à la culture démocratique occidentale qui lui est étrangère. En effet : « *la transplantation de la culture d'un peuple dans un autre milieu sans préparation préalable provoque une "cacophonie culturelle". Celle-ci crée et développe la crise dans ladite société.* » (N.K. Kadony, 2007, p. 99)

Si la démocratie a eu du succès en Europe ou en Amérique, ce n'est pas le cas en Afrique à cause des différences culturelles. La démocratie comme politique de développement en Afrique pour une vie meilleure sur le continent est une culture étrangère à l'Afrique. Elle ne saurait s'adapter à la culture africaine dans la mesure où le continent ne partage pas les mêmes réalités que l'occident. A ces propos, Nguway Kpalaingu KADONY réagit :

La démocratie pluraliste puisée dans la culture occidentale, dont les africains, par phobie, s'inspirent aveuglement, ne pourra être qu'une démocratie périphérique. Une démocratie de ce genre n'aura pour objectif que de produire une malformation sociale, que de reproduire une société occidentale falsifiée au sein de laquelle les hommes tenaillés par la souffrance atroce regarderont démocratiquement les dieux sourds du Nord les dépouiller de leurs richesses agricoles et minières comme ce fut le cas à l'époque coloniale. (Kadony, *op.cit.*)

Établir des institutions politiques sous le modèle occidental déstabilise l'Afrique de fait de l'éloignement des réalités culturelles entre l'Afrique et l'occident. Le continent africain a des réalités bien différentes de l'Europe ou de l'occident. Pour

sortir des crises sociopolitiques en Afrique, nous proposons un État fédéral africain pensé sous le modèle africain. L'Union Africaine (UA) déçoit les attentes des populations africaines dans la mesure où, elle ne parvient pas à prendre son autonomie financière. Financièrement dépendante de la communauté internationale, elle révèle son incapacité à résoudre les crises sociopolitiques sur le continent bien qu'il y ait l'existence d'une architecture africaine de paix et de sécurité. L'éclatement de plusieurs organisations comme la CEMAC, la CEEAC, CEDEAO, etc. est à l'origine des opinions controversées en ce sens qu'elles ne partagent pas les mêmes intérêts. La poursuite des intérêts divergents des organisations sous-régionales africaines freinent le développement du continent. L'urgence d'un État fédéral en Afrique se fait sentir afin de favoriser le contrôle des richesses africaines par les africains, limiter crises sociopolitiques comme les conflits postélectorales, les coups d'états. Dès lors, il devient urgent pour l'Afrique de s'unir afin de constituer un bloc puissant et par conséquent bannir le langage des armes à l'intérieur du continent.

Par ailleurs, il convient à l'Afrique d'une part de constituer un bloc puissant en s'unissant en tant qu'État fédéral afin de repousser l'interventionnisme occidentaliste. L'urgence de l'union de l'Afrique en tant qu'État fédéral se fait sentir dans l'objectif de lutter contre toute manipulation géopolitique et géostratégique occidentaliste. D'autre part, l'Afrique doit élaborer les politiques de luttes contre la désinformation.

Dès lors, la paix en Afrique constitue un enjeu indispensable pour la recherche scientifique. Le défi de la recherche scientifique en Afrique est lié à l'instabilité sociopolitique du continent. Le développement de la recherche scientifique sur le continent passe par la résolution des crises sociopolitiques. Ainsi, il est urgent pour l'Afrique de bannir le langage des armes pour le développement du continent et par conséquent de la recherche scientifique. Rappelons tout de même que la recherche scientifique favorise le développement de la société sur tous les plans (politique, économique, social, culturel, etc.)

Aussi, dans le processus de prévention et résolution des crises sociopolitiques en Afrique, il est nécessaire pour les États africains de faire recours à leurs croyances pour garantir l'ordre public. En République du Congo et au Gabon, l'on a des méthodes rituelles très efficaces suscitant la crainte afin de garantir la paix : le Ndjobi. Ce dernier, considéré comme garant de l'ordre public (G. Lefouoba, 2013, p.46) dans les sociétés traditionnelles favorise le contrôle social et le règlement des conflits.

Conclusion :

Au terme de notre analyse, il est nécessaire de noter que les crises sociopolitiques que traverse l'Afrique sont propres à l'Afrique mais se retrouvent tantôt alimentées par des dynamiques exogènes. Notre hypothèse qui postulait : Le développement en Afrique ne peut débuter que par la résolution de ses crises internes est vérifiée. La résolution des crises sociopolitiques en Afrique n'est possible que par l'autonomie de l'Afrique de s'unir d'une manière efficace c'est-à-dire maintenir un

seul État fédéral africain compétent dont la priorité serait la prévention et la gestion des conflits afin de relever le défi de la recherche scientifique sur le continent. Aussi, nous appelons les États africains à valoriser les rites traditionnels afin de garantir l'ordre public c'est-à-dire faciliter la cohésion sociale et la résolution des conflits.

BIBLIOGRAPHIE

Annan, K., (1998), extrait du rapport intitulé : *“Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique”*.

Banégas, R. (2010) « Mobilisations sociales, crises identitaires et citoyenneté en Afrique », *alternatives sud*, Syllepse, Paris.

Baud, J. (2020), *Gouverner par les fake news, conflits internationaux : 30 ans d'infoc utilisés par les pays occidentaux*, Paris, Max Milo,

Braillard, P. (1977), *Théories des relations internationales*, Paris

Coser, L., (1967), *Continuities in the study of social conflict*, The Free Press, New-York.

Diop, C. A., (1960), *L'AFRIQUE NOIRE PRE-COLONIALE : étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique noire, de l'antiquité à la formation des États modernes*, Présence Africaine.

Emmanuel, J. J., (2021), *l'action humanitaire des Etats en contexte des crises sociopolitiques en Afrique centrale : cas de l'action humanitaire du Cameroun en République centrafricaine*, [mémoire, Institut des Relations Internationales du Cameroun]

[en ligne, consulté le 25/02/2023 à 12:32]

Faria, F., (2004) *La gestion des crises en Afrique subsaharienne : Le rôle de l'Union Européenne*, Institut d'études de sécurité de l'Union Européenne

Kadony, N. K., (2007), *une introduction aux relations internationales africaines*, l'Harmattan, Paris.

Lacoste, Y. (2006), *Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, Paris.

Léfouoba, G., (2013), *Enjeux et dynamique des rivalités sociales au Congo : Une approche philosophique et historique*, l'Harmattan, Paris.

Mankou, B. A. (2007) « *Le tribalisme* », *Le Portique*, <https://doi.org/10.4000/leportique.1404>

Mbonda, E. M., (2008), *action humanitaire en Afrique : lieux et enjeux*, les archives contemporaines.

Mouiche, I., (2012), *Démocratisation et intégration sociopolitique des minorités ethniques au Cameroun : Entre dogmatisme du principe majoritaire et centralité des partis politiques*, CODESRIA, Dakar.

Muotoo, C. H., (2018), « *L'ethnicité comme obstacle au concept de l'intégration nationale: Une étude d'Allah n'est pas obligé et Quand on refuse on dit non d'Ahmadou Kourouma* », *Preorcjah*.

Roche, J.J. (2001), *Théories des relations internationales*, 4^e éd., Montchrestien, Paris.